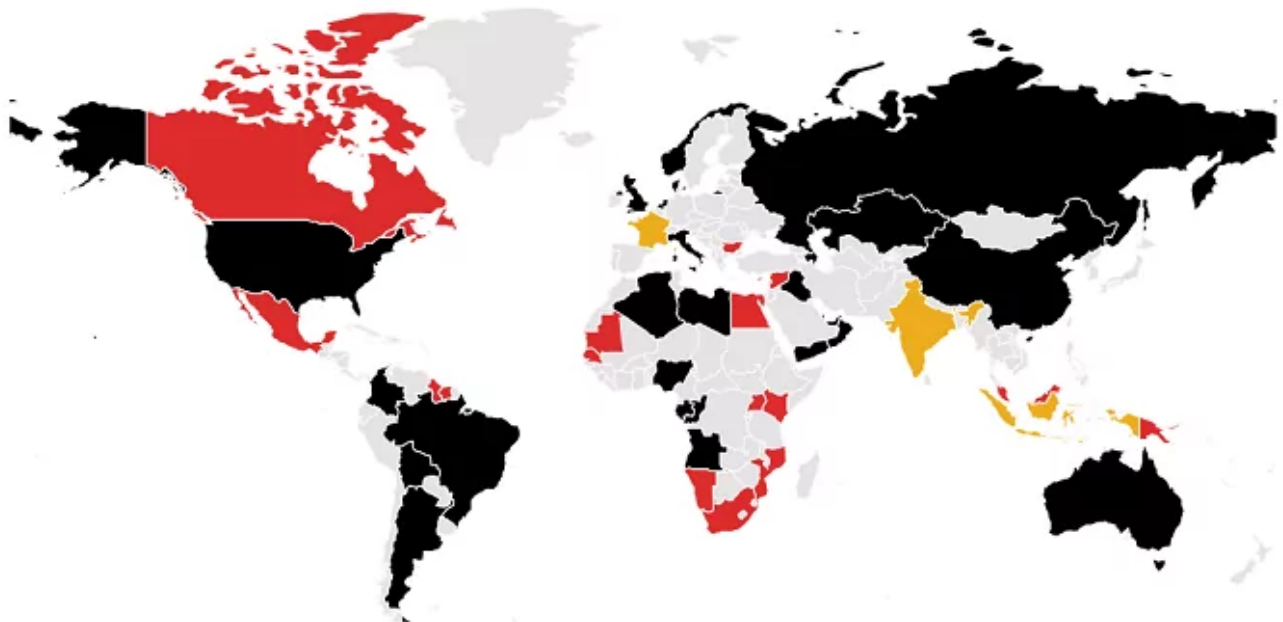


La place de TotalEnergies au sein de l'impérialisme français

La nationalisation de la multinationale TotalEnergies (ex Total) a été mise sur la table par la gauche parlementaire (LFI, PCF). Afin d'introduire ce sujet d'importance, ce premier article fait un état des lieux de la multinationale aujourd'hui et de son histoire indissociable de celle de l'impérialisme français.



■ Pays où TotalEnergies est actif

■ Pays où TotalEnergies prévoit de nouveaux projets

■ Pays où TotalEnergies est actif et prévoit de nouveaux projets

DEFUND
TOTALENERGIES

(crédit : Defund TotalEnergies / Enerdata, Global Oil and Gas Exit List, Rystad Energy)

Qu'est-ce que TotalEnergies en 2026 ?

TotalEnergies, c'est, en 2025, une présence dans plus de 130 pays employant une centaine de milliers d'employé-e-s, auxquels on peut ajouter sans doute des dizaines de milliers de sous-traitants. Les activités de TotalEnergies couvrent toutes les étapes de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, à laquelle s'ajoute le secteur des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'énergie éolienne. La compagnie est divisée en grandes branches par domaines d'activité qui jouent le rôle

de holdings opérationnelles contrôlant ensuite une multitude de filiales régionales, nationales ou de projets. On peut citer parmi ces branches : Exploration et Production, Raffinage et Chimie, Marketing et Services ou encore Gaz Renouvelable et Électricité. Pour illustrer ce découpage en cascade, une filiale comme *TotalEnergies EP Angola* dépend d'abord d'une holding régionale Afrique intégrée à la branche Exploration & Production, elle-même pilotée par la société mère TotalEnergies SE. On compte ainsi environ un millier de filiales du groupe, ce qui, en plus du découpage de ses activités historiques, comprend les rachats successifs d'autres sociétés (comme le fabricant de caoutchouc Hutchinson acquis par Total en 1974, ou le producteur de batteries électriques Saft en 2016), ainsi que de nombreuses joint-ventures et prises de participation minoritaires ou majoritaires avec des partenaires industriels ou des compagnies nationales (par exemple dans des projets pétroliers ou gaziers en partenariat avec Petrobras, ADNOC ou Sonangol).

Nous sommes donc face à une corporation tentaculaire (un « trust ») dont la majorité du chiffre d'affaires (environ 200 milliards de dollars américains) provient de l'extraction du pétrole et du gaz : c'est bien là qu'elle se fait une marge faramineuse (ce qui est visible dans son chiffre d'affaires, corrélé au cours du baril et du gaz, et les revenus de sa branche exploration production). La société a un résultat net de 10 à 35 milliards de dollars selon les années, **elle est le 6^e producteur mondial de pétrole et le 3^e producteur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL).**

TotalEnergies fait partie des cinq premiers groupes pétroliers et gaziers historiques mondiaux, avec ce qu'on qualifie usuellement comme ses compagnies « sœurs », dont le nombre a varié au cours de l'histoire au gré des fusions-acquisitions, mais on y compte aujourd'hui les américaines Chevron et Exxon Mobil, la britannique British Petroleum et la néerlandaise Royal Dutch Shell. Fers de lance des impérialismes occidentaux, elles sont depuis plusieurs décennies concurrencées et supplantées en termes de production de barils, par des nouveaux acteurs regroupés dans l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). **Ce sont toutes des compagnies d'État, comme la saoudienne Saudi Aramco (11 millions barils par an), la chinoise Petrochina (2,5 millions barils par an), la brésilienne Petrobras (2,2 millions barils par an) ou la mexicaine Pemex (1,8 millions barils par an).**

L'accès de ces compagnies aux ressources repose essentiellement sur des contrats d'exploitation conclus avec les États, propriétaires des gisements. Ces derniers peuvent accorder des droits exclusifs, mais les contrats d'exploitation prennent le plus souvent la forme de participations partagées entre plusieurs entreprises réunies en consortiums, chaque acteur détenant une part qui détermine ses investissements et ses profits. Ces droits prennent la forme de concessions, licences ou contrats de partage de production et constituent des actifs stratégiques échangeables et valorisables. En amont, la prospection (campagnes sismiques, forages exploratoires) permet d'identifier des zones « prometteuses », que les États découpent en blocs puis attribuent via des appels d'offres. Les compagnies, souvent associées, se répartissent alors ces blocs et désignent un opérateur chargé de piloter l'exploitation, mutualisant ainsi les coûts et

les risques liés aux incertitudes.

Au cours du XX^e siècle : une firme façonnée par et pour l'impérialisme français

Indissociable de l'histoire de l'impérialisme français, le groupe TotalEnergies trouve ses racines dans des stratégies énergétiques étroitement liées aux enjeux géopolitiques du XX^e siècle. Sa forme actuelle résulte de la fusion, en 2000, de *TotalFina* et *Elf Aquitaine*, deux sociétés françaises au fonctionnement et à l'histoire distincts. Avec une mainmise plus ou moins directe des services de l'État selon les périodes, Total et Elf ont joué un rôle majeur pour l'impérialisme français : permettre l'exploitation des ressources pétrolières dans ses colonies (puis ex-colonies) et dans la périphérie, avec le moins de redevances possibles payées aux pays propriétaires ; assurer l'approvisionnement en pétrole de la métropole ; avoir des capacités de raffinage et de distribution alimentant l'économie et l'armée ; être un instrument d'influence et de contrôle des régimes politiques dans les ex-colonies après leur indépendance.

L'histoire de Total débute en 1924 avec la création de la *Compagnie française des pétroles* (CFP), impulsée par le gouvernement de Raymond Poincaré. Cette initiative s'inscrit dans le contexte du partage des ressources pétrolières de l'ancien Empire ottoman, à la suite des accords internationaux consécutifs à la Première Guerre mondiale. En 1923, la France parvient à négocier des concessions sur des gisements pétroliers dans la région de Kirkouk en Irak. Ces concessions prennent la forme d'une prise de 25 % des parts de la *Turkish Petroleum Company* par la CFP. L'État français saisit ainsi l'opportunité de s'émanciper de ses alliés britanniques et américains concernant son approvisionnement en pétrole. Et pour cause : durant la Première Guerre mondiale, l'armée française a été largement dépendante de ses alliés pour assurer son accès à cette ressource devenue essentielle. Le gouvernement français s'inspirant du modèle de l'*Anglo-Persian Oil Company*, la CFP adopte dès l'origine un statut de société privée (société anonyme), avec un capital détenu notamment par de grandes banques et des distributeurs pétroliers français. L'État conserve une influence directe sur celle-ci en détenant environ un tiers des parts de l'entreprise jusqu'aux années 1990. Mais ce choix d'une société privée dont les intérêts ne sont pas toujours alignés sur ceux de l'État fait naître des critiques parmi les parlementaires dès sa création.

La CFP, qui se fera appeler Total-CFP en 1985, s'implante plus largement au Moyen-Orient (notamment en Iran et dans la péninsule Arabique), tout en développant des capacités de raffinage et de distribution en France et en Europe. En particulier, elle exploite à travers la *Compagnie Française des Pétroles Algérie* (CFPA) les gisements de pétrole algériens de 1953 à sa nationalisation en 1971. Cette même année marque l'indépendance des Émirats arabes unis, où Total parvient à préserver et renforcer ses positions en s'inscrivant durablement dans les grandes concessions d'Abou Dabi, en partenariat avec l'*Abu Dhabi National Oil Company* (ADNOC). Le groupe s'impose ainsi

comme un acteur clé de l'exploration et de la production, en milieux terrestres comme marins dans l'un des pôles majeurs du pétrole mondial. Parallèlement, elle s'implante en Afrique (Gabon, Congo-Brazzaville, Angola, Nigeria), mais aussi en mer du Nord à partir des années 1960-1970, profitant des nouvelles découvertes en milieu marin (*offshore*). Elle développe également durant cette période des activités en Indonésie et en Amérique du Sud. Dans les années 1990, Total s'impose dans l'extraction en eaux profondes (*deep offshore*) en développant des projets pionniers d'un point de vue technologique, notamment au large de la côte Atlantique de l'Afrique (Angola, Nigeria) et du Brésil.

De son côté, *Elf Aquitaine* naît en 1966 sous l'impulsion des pouvoirs publics, à partir de la fusion de plusieurs entités de métropole (dont le Bureau de recherches de pétrole et la Régie autonome des pétroles). C'est une société qui restera publique jusqu'à sa privatisation en 1994. Son développement est étroitement lié à la découverte de gisements de gaz à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) dans les années 1950. Cette création naît de la méfiance du pouvoir gaulliste vis-à-vis de la CFP/Total dont les intérêts de ses actionnaires apparaissent parfois divergents avec celui de l'État français. Elf s'impose progressivement comme un instrument central de ce que l'on désignera plus tard sous le terme de « Françafrique ». Sous l'influence déterminante de Jacques Foccart, alias « Monsieur Afrique », qui fut conseiller aux « affaires africaines » du général Charles de Gaulle puis de Georges Pompidou. L'entreprise devient un levier de projection de l'influence française sur le continent africain, en particulier dans les pays producteurs de pétrole comme le Gabon (son cœur opérationnel), la Côte d'Ivoire, l'Angola, le Nigeria, le Cameroun ou le Congo. À travers Elf, se structurent des réseaux mêlant intérêts économiques, diplomatiques et politiques, où les circuits de financement occultes, les soutiens voire le contrôle de certains régimes et les interventions informelles jouent un rôle majeur. Ce système, souvent qualifié de « diplomatie parallèle », perdure bien au-delà de la période gaullienne. Il traverse les présidences de François Mitterrand et de Jacques Chirac, malgré les scandales révélés dans les années 1990, ce qu'on a appelé « l'affaire Elf ».

Les deux principales composantes qui formeront par la suite TotalEnergies en 2000 étaient donc des instruments indispensables du maintien de la puissance de l'impérialisme français au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que ce soit du point de vue de sa capacité à extraire de la valeur dans les périphéries, ou du point de vue sa capacité à peser sur les orientations politiques des régimes post-coloniaux, cette dernière renforçant par ailleurs la première.

Les années 1990 : retrait de l'État et financiarisation du capital énergétique français

L'évolution de l'actionnariat de Total durant les années 1990 illustre bien le passage progressif d'un capital énergétique national encadré par l'État à une multinationale financiarisée et mondialisée. Depuis les années 1930, l'État français avait conservé une

influence stratégique sur les approvisionnements pétroliers (tout en restant minoritaire dans le capital de Total). À partir des années 1990, dans le contexte des vagues de privatisations et de libéralisation financière, la participation publique diminue progressivement sous les gouvernements Chirac, Balladur puis Jospin. En 1991, lors de la transformation de "Total CFP" en "Total", l'État détient encore plus de 30 % du capital, avant de descendre sous les 1 % au milieu des années 1990. Cette évolution s'accompagne d'une internationalisation rapide de l'actionnariat : montée des investisseurs institutionnels européens et américains, cotation accrue hors de Paris, intégration dans les grands indices financiers mondiaux. Au même moment intervient la privatisation en 1994 d'*Elf Aquitaine* sous le gouvernement Balladur. L'État cède progressivement le contrôle du groupe via une ouverture massive du capital aux investisseurs privés français et internationaux, tout en constituant un noyau dur d'actionnaires stables, composé de grandes banques et d'assurances (BNP, Paribas, UAP, Crédit Agricole, AXA, etc.).

En 1999, Total fusionne avec la société belge *Petrofina* pour former *TotalFina*, avant de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur *Elf Aquitaine*. Total (et son actionnariat déjà largement internationalisé) est donc parvenu à absorber Elf en 2000. Cette opération marque l'unification des deux groupes en un géant énergétique devenant alors la première capitalisation du CAC 40 et une major comparable aux plus grandes compagnies pétrolières occidentales. Elle consacre surtout le basculement définitif d'un ensemble d'actifs stratégiques longtemps liés à l'État français vers une logique pleinement privée et financiarisée. Là où Elf et la CFP avaient été pensées et construites comme des instruments de l'impérialisme français (voir plus haut), le nouveau groupe apparaît répondre prioritairement aux intérêts de ses actionnaires internationaux, dont l'objectif principal est la rentabilité financière et la distribution de dividendes, indépendamment d'une logique d'intérêt national. Cette transformation est également portée par des agents d'influence clés : des grands actionnaires et réseaux financiers favorables à l'internationalisation du capital. Parmi eux, en particulier, le milliardaire belge Albert Frère et la famille Paul Desmarais et ses relais dans les milieux d'affaires franco-canadiens, qui soutiennent alors cette logique d'une mondialisation financière du groupe et d'une gouvernance tournée vers les marchés.

Les années 2000-2010 : expansion vers de nouveaux secteurs d'activité, accompagnée par l'État français

Depuis les années 2000, Total s'impose comme un acteur global présent sur tous les continents avec une volonté de diversification de ses activités. Il ajoute ainsi à ses capacités sur l'ensemble de la chaîne de valeur du pétrole des capacités similaires dans le gaz liquéfié (GNL). Le groupe se développe fortement en Russie avec le projet gazier *Yamal LNG*, et aux États-Unis où il investit massivement dans le gaz de schiste et le

GNL, notamment via des partenariats avec Chesapeake Energy, devenant l'un des principaux exportateurs de GNL américain. En Afrique, il porte, avec le soutien de l'État français, des projets majeurs comme au Mozambique dans le GNL ou dans le pétrole lourd comme *Tilenga* en Ouganda et le décrié oléoduc EACOP, emblématiques de son expansion récente. En Amérique latine, il est très présent au Brésil (offshore en partenariat avec *Petrobras*), en Argentine (gaz non conventionnel) et en Équateur au large duquel des gisements massifs ont été découverts et font l'objet de tension avec le Venezuela. Total se développe également en Birmanie, où il soutient financièrement la junte militaire au pouvoir, en même temps que **le gouvernement français cherche à peser pour amoindrir les sanctions contre la Birmanie dans le domaine gazier**. Enfin, l'Asie du Sud-Est représente une zone de plus en plus stratégique pour le groupe : Total y est présent en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam, notamment dans l'exploration et la production de gaz naturel, ainsi que dans des projets de GNL. Elle pousse la porte de la Bourse de Singapour (en plus d'Abou Dabi, Paris, Houston et New York), s'immisçant dans le hub régional pour renforcer son positionnement dans un marché asiatique en forte croissance. **En Libye, la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, précipitée par l'intervention de l'armée française, permet la reprise des activités pétrolières offshore de Total, au large du pays**. Au-delà, le groupe investit depuis les années 2010 dans un large éventail d'activités liées aux énergies renouvelables et à l'électrification : des activités qui restent secondaires par rapport à ses activités historiques dans les hydrocarbures, et qui servent à la tactique de greenwashing mais qui sont déjà importantes : TotalEnergie exploite ainsi plusieurs gigawatts de capacités solaires et éoliennes à travers le monde, notamment en Europe, en Amérique du Nord, en Inde et en Amérique latine, et vise à devenir un acteur majeur de la production d'électricité renouvelable. Capitalisant sur son savoir-faire, le groupe investit dans l'éolien offshore avec des projets en mer du Nord, à Taïwan et aux États-Unis. Dans d'autres domaines, il renforce sa présence dans les solutions de stockage d'énergie par batteries, le trading d'électricité et les solutions de capture de carbone.

On peut se demander quelle est la place de TotalEnergies dans l'impérialisme français, dans la mesure où la fragmentation internationale de l'actionnariat, qui touche une grande partie des grandes firmes occidentales depuis les années 2000, n'a pas pour autant fait disparaître le caractère national des grands capitaux. Le fait que le siège social soit en France et que la majorité des cadres dirigeants de l'entreprise fassent partie de la bourgeoisie française, faisant des allers-retours entre haute fonction publique et Total, permet le maintien d'une certaine coordination entre la politique internationale du gouvernement et les intérêts de Total. Dès lors, se pose la question du degré réel d'autonomie du groupe : est-il encore un instrument de l'impérialisme français, ou agit-il principalement comme une multinationale guidée par la rentabilité et les intérêts de ses actionnaires internationaux ? Le soutien indéfectible apporté par l'État français à TotalEnergies sur un certain nombre de ses projets à l'étranger apparaît bien comme une manifestation de cette interpénétration persistante. Mais dans le même temps, le groupe montre sa capacité à défendre des stratégies propres lorsque ses intérêts divergent des positions diplomatiques françaises : maintien dans

Yamal LNG en Russie malgré les sanctions, recherche de financements alternatifs pour sécuriser le projet depuis 2014, retrait du projet South Pars 11 en Iran après le retour des sanctions américaines en 2018, malgré une volonté française de maintien des investissements européens. Ces divergences sur certains dossiers montrent aujourd'hui une certaine autonomie de la multinationale vis-à-vis de l'État français.

Conclusion

En résumé, TotalEnergies est l'héritière de deux histoires du secteur énergétique français, marquées par le caractère impérialiste de la France. D'un côté, Total, née dans les années 1920 du partage des ressources pétrolières de l'ancien Empire ottoman, assure l'approvisionnement et la transformation du pétrole au service de la puissance française, tout en conservant dès l'origine une logique de société privée tournée vers ses actionnaires. De l'autre, Elf Aquitaine, créée dans les années 1960, fonctionne comme un véritable instrument de projection de l'influence française en Afrique, où ses réseaux politiques, diplomatiques et économiques se confondent largement avec ceux de l'État, dans une continuité avec les rapports coloniaux centre-périphérie.

L'absorption d'Elf par Total en 2000 marque un saut significatif dans le degré de concentration du capital énergétique français, qui a permis à la firme de se projeter à l'échelle de la mondialisation actuelle avec un actionnariat désormais largement internationalisé. Du point de vue de ses activités, tout en conservant certains ancrages historiques et positions stratégiques hérités de la période précédente, le groupe opère un double virage : vers le gaz naturel liquéfié (GNL), devenu un pilier de sa croissance mondiale, et vers les activités bas carbone (solaire, éolien, batteries, électricité) lui permettant dans le même temps de verdir sa communication.

Depuis le retrait de l'État de l'actionnariat et cette concentration du capital, la question demeure de savoir comment TotalEnergies s'articule aujourd'hui au sein de l'impérialisme français. Si certains dossiers montrent un soutien étatique au groupe, d'autres révèlent au contraire des divergences d'intérêts avec la politique diplomatique française. Ces écarts tendent à montrer une certaine autonomie de la multinationale, davantage guidée par ses logiques propres de rentabilité et les attentes d'un actionnariat majoritairement institutionnel, et en particulier nord-américain.

Nous montrerons dans notre prochain article que cela rend plus complexe la question de la nationalisation, qui reste cependant possible et surtout indispensable si l'on veut engager une politique de rupture avec le capitalisme.

, le 19 mai 2026